

Assurer la resilience
de l'agriculture dans
la region nord-afrique :

LES SEMENCES PAYSANNES COMME SOLUTION AUX CRISES MAJEURES



**ROSA
LUXEMBURG
STIFTUNG**

مكتب شمال إفريقيا
North Africa Office

Février 2023



Auteur : Mohamed Coulibaly

Édition : Imen Louati, PhD

Traduction anglais: Ahlem Selmi

Design Graphique : ozads.org

Cette publication est soutenue par des fonds
de la Fondation Rosa Luxemburg

Les auteurs de cette publication portent
l'entière responsabilité de son contenu et ne
reflète pas obligatoirement l'opinion de la
Fondation Rosa Luxemburg.

Le contenu de cette publication peut être cité
ou reproduit à des fins non commerciales,
à condition que la source d'information soit
correctement citée.

Publié par la Fondation Rosa Luxemburg
Bureau Afrique du Nord, Février 2023.

www.rosaluxna.org



Mohamed Coulibaly



est un juriste spécialisé en droit de l'environnement et en droit international. Il est titulaire d'un Master of Laws en droit international général obtenu à l'Université Américaine de Washington DC, et d'un Master II en droit international et comparé de l'environnement (DICE) obtenu à l'Université de Limoges, France. Il a longtemps travaillé sur les questions liées à l'adoption et à la mise en œuvre de politiques agricoles favorables à l'agriculture familiale, notamment dans le domaine du foncier, de la biodiversité, les ressources phytogénétiques particulièrement, avec un focus sur les aspects juridiques.

Il a conduit et/ou participé à beaucoup de recherches ou études incluant: l'élaboration de la Politique Foncière Agricole (PFA) du Mali dans le cadre de la Loi d'orientation Agricole (LOA) (2012); les changements des lois et politiques semencières et foncières en Afrique, étude commanditée par l'ONG internationale GRAIN (2014); l'étude des politiques agricoles en Afrique de l'Ouest dans une perspective agro écologique commanditée par l'ONG américaine Food First dans le cadre d'un projet de vulgarisation des pratiques agro écologiques dans les pays d'Afrique de l'Ouest (2015), et la révision de la politique semencière du Mali (2017).




Table des matières

Résumé de l'étude	6
Liste des abreviations	7
1. INTRODUCTION	8
1.1 Contexte de l'étude	8
1.2 Objectifs de l'étude	9
1.3 Démarche méthodologique	10
2. ETAT DES POLITIQUES ET LOIS SEMENCIÈRES EN AFRIQUE DU NORD	12
2.1 Les lois sur la commercialisation des semences	14
2.2 Les lois de protection des obtentions végétales	19
2.3 Les lois réglementant l'utilisation des semences OGMs	24
3. IMPLICATIONS DES LÉGISLATIONS SEMENCIÈRES POUR LES DROITS DES PAYSANS, LES SYSTÈMES SEMENCIERS PAYSANS ET LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE	25
3.1 Les Systèmes semenciers paysans dans le modèle agricole en place dans les Pays d'Afrique du Nord.	26
3.2 Impacts lois semencières sur les droits des paysans et les systèmes semenciers paysans	28
3.3 Faible résilience des systèmes agricoles et alimentaires et nécessité d'un changement	32
4. ÉLÉMENTS D'UN TEXTE JURIDIQUE SOUTENANT LES SYSTÈMES SEMENCIERS PAYSANS	37
4.1. Un rappel contextuel servant de préambule	38
4.2. Un cadre d'organisation et de gestion des systèmes semenciers paysans	39
4.3. Les règles de garantie de qualité des semences dans les systèmes semenciers paysans	41
4.4. Les règles fixant les conditions de sélection, de production et de mise en circulation des semences dans les systèmes semenciers paysans	43
4.5. La promotion de la participation des paysans à la prise de décision et la protection des innovations et des savoirs paysans	46
4.6. Autres aspects à considérer	47
CONCLUSION	48
Documents Consultés	50
ANNEXE 1	53
Guide d'entretien	53

Résumé de l'étude



La présente étude vise à analyser le cadre juridique applicable aux activités semencières en Afrique du Nord, avec un focus sur les systèmes semenciers paysans (SSP). Elle en évalue la capacité à renforcer la résilience des agriculteurs dans la région face au défi climatique et aux autres types de chocs. Le but de l'étude est de contribuer à l'émergence d'un projet agricole alternatif au modèle imposé au pays d'Afrique du Nord depuis les années 50 à la faveur de la colonisation et perduré par les politiques néolibérales des institutions financières internationales soutenu par la doctrine de la sécurité alimentaire et de la « modernisation » agricole. Le modèle imposé fondé sur l'agriculture industrielle a montré ses limites et différentes initiatives font jour pour un modèle fondamentalement différent, basé sur la diversification des exploitations et des paysages agricoles, le remplacement des intrants chimiques, l'optimisation de la biodiversité et des interactions entre différentes espèces, le renforcement des moyens de subsistance des paysans, etc., un modèle enraciné dans le respect des droits humains et ayant comme ligne directrice la souveraineté alimentaire.

Reconnaissant les SSP comme un des piliers de ce modèle agricole, l'étude présente les éléments d'un cadre juridique permettant leur pleine reconnaissance, la protection des droits des paysans à produire librement leurs semences et à les faire circuler dans leurs réseaux et sur les marchés locaux. Ces éléments sont inspirés du cadre juridique proposé par l'Alliance pour la Souveraineté Alimentaire en Afrique (AFSA) pour la reconnaissance et la promotion des SSP et la protection de la biodiversité. Ils se basent aussi sur d'autres initiatives comme le manuel pratique élaboré par l'académie du droit international humanitaire et des droits humains de Genève sur le droit aux semences en Afrique dans le contexte de la déclaration des Nations-Unies sur les droits des paysans et des personnes travaillant dans les zones rurales (à paraître en 2023).

Liste des abreviations

ADPIC	Aspects de Droit de Propriété Intellectuel touchant au Commerce
AFSA	Alliance pour la Souveraineté Alimentaire en Afrique
ATP	Association Tunisienne de Permaculture
CDB	Convention sur la Diversité Biologique
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CER	Communautés Economiques Régionales
COMESA	Marché Commun de l'Afrique Australe et Orientale
COV	Certificat d'Obtention Végétale
CRSP	Comités régionaux des semences paysannes
DHS	Distinction-Homogénéité-Stabilité
DOV	Droit d'Obtention Végétale
FSN	Fond Semencier National
GTSA	Groupe de Travail sur la Souveraineté Alimentaire
ISTA	Association internationale d'essais de semences
OGM	Organisme génétiquement modifié
ONG	Organisation non gouvernementale
OSCs	Organisation de la Société Civile
RRP	Registre semencier paysan
SADC	Communauté Développement de l'Afrique Australe
SSP	Systèmes semenciers paysans
TIRPAA	Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'Alimentation et l'Agriculture
UMA	l'Union du Maghreb Arabe
UNDROP	Déclaration des Nations-Unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales
UPOV	Union internationale pour la Protection des Obtentions Végétale

1. INTRODUCTION


1.1 Contexte de l'étude

Depuis plusieurs années, l'on assiste à une prolifération d'initiatives destinées à la « modernisation » ainsi qu'à la « transformation » de l'Agriculture en Afrique. L'approche pour cette modernisation ou transformation est surtout basée sur la promotion de l'agriculture commerciale et industrielle à travers la mise en place de cadres politiques et juridiques créant un environnement favorable à ce modèle agricole. Toutes les régions d'Afrique, y compris l'Afrique du Nord, sont visées par de telles initiatives.

La réforme des politiques semencières ainsi que les lois et autres textes règlementaires qu'elles engendrent constituent la parfaite illustration de cette transformation agricole en Afrique. Fondée sur l'argument de l'harmonisation des législations et celui du développement accéléré des pays africains sur la base d'une « agriculture moderne » à même d'assurer la sécurité alimentaire, ces politiques et législations semencières offrent un cadre favorable au système semencier commercial dit formel, faisant la part belle aux sélectionneurs et autres compagnies semencières privées, au détriment des paysans et des systèmes semenciers paysans, socle des systèmes agricoles et alimentaires résilients et durables.

Les règles mises en place par les politiques et législations semencières en Afrique sont généralement de deux ordres, à savoir : (i) les règles et normes sur la commercialisation des semences et (ii) les règles de protection des obtentions végétales (POV), c'est-à-dire celles autorisant les droits de propriété intellectuelle sur les semences. Deux autres catégories de lois restent d'application dans le contexte des semences végétales, notamment les règles de biosécurité applicables aux semences génétiquement modifiées, ainsi que les règles de protection phytosanitaires garantissant la santé des plantes. Toutes ces règles ont déjà fait leur entrée dans la quasi-totalité des pays africains, ce, généralement à travers l'harmonisation des législations par les organisations sous régionales d'intégration, ou celles s'occupant de la question de la propriété intellectuelle, ou encore à travers les accords de libres échanges signés par les pays.

Malgré ce fort soutien aux systèmes semenciers commerciaux, les systèmes semenciers paysans demeurent résilients et restent en grande utilisation par la majorité des paysans qui sont des producteurs familiaux aussi appelés petits producteurs. En plus



d'utiliser ces systèmes semenciers adaptés à leur mode de production et leur permettant d'être résilients face aux crises, de les promouvoir et de les entretenir, les paysans et leurs réseaux, ainsi que les organisations de la société civile qui les soutiennent, proposent aussi des contenus alternatifs pour des lois plus en phase avec le modèle agricole qui sied au contexte des pays africains et orienté vers la souveraineté alimentaire.

Avec les effets des changements climatiques, l'impact de la fermeture des frontières pendant la pandémie de la COVID-19, et de la guerre en Ukraine, le débat autour des semences paysannes devient plus important et les demandes sont renouvelées pour changer les lois restrictives qui profitent aux entreprises semencières internationales ainsi qu'au secteur privé local, et qui nuisent aux agriculteurs et plus généralement à la souveraineté alimentaire dans la région d'Afrique du Nord. Ainsi, il est important de comprendre le contenu des politiques et législations adoptées dans cette région, d'en mesurer les implications pour l'agriculture familiale ou à petite échelle et d'explorer les alternatives possibles pour la reconnaissance des droits des paysans et la promotion des systèmes semenciers paysans en soutien à la souveraineté alimentaire.

C'est dans ce cadre que se situe la présente étude initiée par le bureau Afrique du Nord de la Rosa Luxemburg Stiftung sur « les semences paysannes et la souveraineté alimentaire dans la région ».

1.2 Objectifs de l'étude

L'étude vise à analyser le cadre législatif des semences en Afrique du Nord, avec un focus sur les systèmes semenciers paysans, et à examiner la possibilité pour ce cadre juridique à renforcer la résilience des agriculteurs dans la région. L'analyse s'inspire du cadre juridique proposé par l'Alliance pour la Souveraineté Alimentaire en Afrique (AFSA) pour la reconnaissance et la promotion des systèmes semenciers paysans et la protection de la biodiversité¹, et les éléments d'un cadre juridique propice à la promotion des systèmes semenciers paysans en Afrique du Nord.

Enfin, l'étude débouche sur des propositions en termes d'actions et des politiques à mettre en œuvre pour renforcer les systèmes de semences gérés par les paysans. Ces propositions seront inspirées par

1 <https://afsafrica.org/wp-content/uploads/2022/06/cadre-reglementaire-des-ssp-2022.pdf>

le cadre de l'AFSA précité mais aussi par tout autre développement récent pertinent dans le domaine, notamment le manuel pratique élaboré par l'académie du droit international humanitaire et des droits humains de Genève sur le droit aux semences en Afrique dans le contexte de la déclaration des Nations-Unies sur les droits des paysans et des personnes travaillant dans les zones rurales².

1.3 Démarche méthodologique

L'étude s'est déroulée en trois phases :


- (i) la revue documentaire, y compris la lecture et l'analyse des textes juridiques de trois pays de la région (l'Algérie, le Maroc et la Tunisie), ainsi que les textes régionaux, notamment celui de la Marché Commun de l'Afrique Australe et Orientale (COMESA) et les accords commerciaux auxquels les pays sont parties ;
- (ii) l'interview d'acteurs et experts ciblés dans les trois pays cités,
- (iii) l'analyse des données pour la production du rapport de l'étude.

i. La revue documentaire

La revue documentaire a permis de regrouper les différents textes juridiques sur les semences en vigueur dans les trois pays sélectionnés et au niveau des organisations régionales dont les Etats sont membres, y compris les accords de libre-échange. Ces textes ont été analysés de manière critique, avec en toile de fond l'influence qu'ils peuvent avoir sur les systèmes semenciers paysans. L'analyse a été croisée avec le contenu du cadre proposé par l'AFSA mentionné plus haut ainsi que le manuel pratique sur la réalisation du droit aux semences en Afrique, un document en cours de préparation par l'académie du droit international et humanitaire de Genève, dont l'auteur a pu se procurer une copie (publication en décembre 2022).

Enfin la littérature pertinente a été examinée, notamment celle centrée sur l'analyse critique des lois semencières sous l'angle des

2 Peschard, Karine, Christophe Golay, and Lulbahri Araya. Forthcoming 2023. Practical Manual on the Right to Seeds in Africa. Geneva Academy.



droits des paysans et des Systèmes Semenciers Paysans (SSP). L'analyse a aussi touché les rapports et autres écrits documentant les actions et initiatives destinées à la révision des politiques et lois semencières pour la reconnaissance des SSP et la protection des droits semenciers des paysans. Les résultats de l'analyse ont permis de faire un état des lieux du cadre juridique des semences en Afrique du Nord et spécifiquement de certains pays de la région. Cette situation est présentée dans la section 4 ci-dessous. L'étape des entretiens a permis de renforcer l'analyse et de collecter des propositions concrètes des acteurs quant à la proposition des éléments à intégrer au cadre juridique en faveur des SSP et de la résilience de l'agriculture en Afrique du Nord face aux effets du changement climatique et des chocs inattendus comme la COVID-19 ou encore la guerre de la Russie contre l'Ukraine.

ii. Les entretiens

Une enquête à distance a été effectuée auprès des acteurs et experts clés de la région travaillant sur les lois semencières en général et les SSP en particulier, à savoir : les chercheurs, organisations paysannes, les institutions étatiques, les ONG, etc. une dizaine de personnes ont été identifiées pour constituer un échantillon raisonnable pour le travail demandé qui demeure qualitatif. Nous avons pu étudier, de façon approfondie les textes de trois pays afin d'avoir des éléments de comparaison entre pays et présenter les différences dans l'analyse.

iii. Structure du rapport

Le rapport est structuré en quatre parties : après cette partie introductive, la deuxième partie présente l'état des politiques et lois semencières en Afrique du Nord (niveaux régional et national). La troisième partie fait une analyse critique du contenu des textes et met en exergue les impacts sur les systèmes semenciers paysans et les droits des paysans. La quatrième partie propose les grandes lignes d'un texte juridique soutenant les systèmes semenciers paysans dans la région en partant de l'exemple du cadre proposé par AFSA et des initiatives similaires. La dernière partie est consacrée à la conclusion.

2. ETAT DES POLITIQUES ET LOIS SEMENCIÈRES EN AFRIQUE DU NORD

En Afrique, les législations semencières nationales sont en général modelées après, ou influencées par, celles adoptées par les communautés économiques régionalisées (CER)³ auxquelles appartiennent les Etats. Contrairement aux autres régions, l'Afrique du Nord ne dispose pas d'un texte sous régional porté par une organisation sous régionale comme la Communauté Economiques des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ou la Communauté Développement de l'Afrique Australe (SADC) dont l'équivalent serait l'Union du Maghreb Arabe (UMA)⁴. Les législations sont donc prises au niveau national. Toutefois, trois pays de la région, l'Egypte, la Libye et la Tunisie, sont membres du COMESA⁵ qui a adopté des règles d'harmonisation du commerce des semences que les Etats membres devraient suivre. Pour le moment, seule l'Egypte a procédé (en 2019) à la mise en cohérence de sa loi semencière avec les règles du COMESA. Les lois des autres pays comme l'Algérie, le Maroc ou la Tunisie, ne présentent cependant, pas d'écarts majeurs avec les grands principes soutenant les règles de la COMESA qui, par ailleurs, suivent les mêmes logiques que les législations trouvées dans les autres régions d'Afrique⁶.

Il convient de noter que ces législations font l'objet d'un mouvement mondial de révision piloté par les pays occidentaux à travers plusieurs mécanismes⁷, et que les communautés régionales africaines ont du mal à faire prévaloir les vrais besoins des pays. Ainsi, les mêmes types de législations sont adoptés aussi bien dans le cadre des accords commerciaux bilatéraux que dans les accords multilatéraux négociés et signés avec les mêmes pays occidentaux. C'est le cas, par exemple, du Maroc qui devait adhérer à la convention de 1991


3 Liste des différentes communautés économiques en Afrique : <https://au.int/fr/organes/cer>

4 <https://maghrebarabe.org/fr/>

5 <https://www.comesa.int/?lang=fr>

6 Voir à titre d'exemples : Le Règlement C/REG-4/05/2008 du 18 mai 2008 portant harmonisation des règles régissant le contrôle de qualité, la certification et la commercialisation des semences végétales et plants entre les pays membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), et Les accords techniques pour l'harmonisation des réglementations semencières dans les pays de la SADC (Technical Agreements on Harmonization of Seed Regulations).

7 AFSa, GRAIN. 2015. Remise en cause des lois foncières et semencières : qui tire les ficelles des changements en Afrique ? <https://www.grain.org/article/entries/5122-remise-en-cause-des-lois-foncières-et-semencières-qui-tire-les-ficelles-des-changements-en-afrique>



de l'Union internationale pour la Protection des Obtentions Végétale (UPOV-91)⁸ pour honorer un engagement dans le cadre de son accord commercial bilatéral avec les Etats-Unis⁹. Aussi, le Maroc est partie, avec l'Egypte et la Tunisie, aux accords d'association euro-méditerranéenne qui requièrent l'adhésion à l'UPOV-91¹⁰. La disposition particulière sur ce point oblige les Etats à opter pour les standards internationaux les plus élevés pour une protection effective des droits de propriété intellectuelle, industrielle et commerciale, y compris les moyens et mécanismes d'assurer l'application de tels droits. Et l'annexe 6 précise que les Etats doivent adhérer à la convention UPOV-1991, quatre ou cinq ans après l'entrée en vigueur des accords euro-méditerranéens.

Un élément important sur l'état des politiques et lois semencières dans la région est la coexistence de deux systèmes semenciers, notamment les systèmes semenciers paysans et le système semencier commercial et industriel. Chacun des deux systèmes obéit à une vision, une logique et des principes et valeurs différents. Mais la loi ne prend en compte que le système commercial et l'autre système se trouve délaissé entre les mains des paysans qui ne bénéficient d'aucun accompagnement dans leurs pratiques de conservation, de multiplication et de partage des ressources génétiques dont les semences font partie intégrante. La section 3 du rapport analyse les implications de cette négligence à l'égard des systèmes paysans.

Après analyse, l'état des lois semencières en Afrique du Nord se présente à travers les quatre catégories de lois qui forment le régime juridique applicable aux semences à savoir : (i) les lois portant sur la commercialisation des semences, (ii) les lois réglementant l'utilisation des droits de propriété intellectuelle sur les variétés appelées « obtentions végétales », (iii) les lois sur la biosécurité, c'est-à-dire celles réglementant l'utilisation des semences OGMs, et (iv) les lois fixant les règles de protection sanitaire des plantes.

8 <https://www.upov.int/resource/fr/>

9 Morocco FTA, Chapter 15 – Intellectual Property Rights (2014), Art. 15.1 (2e).

10 Fulya Batur, François Meienberg and Burghard Ilge, Plant variety protection and UPOV 1991 in the European Union's trade policy: Rationale, effects and state of play (APBEBES and Both Ends, 2021).

2.1 Les lois sur la commercialisation des semences


Les réglementations portant sur la commercialisation des semences fixent les règles encadrant la distribution des semences ayant été produite en conformité des standards et normes de qualité qui s'imposent à tous les acteurs et dont l'application est garantie par une institution spécifiquement dédiée à cela, généralement appelée le service de contrôle et de certification. A titre d'exemple, nous pouvons citer :

- a. la loi N°99-42 du 10 mai 1999, relative aux semences, plants et obtentions végétales en Tunisie (modifiée par la loi no 2000-66 du 3 juillet 2000),
- b. le dahir N°1-69-169 du 10 Joumada I 1389 (25 juillet 1969) règlementant la production et la commercialisation de semences et de plants au Maroc (et ses modifications successives), ainsi que
- d. la loi n° 05-03 du 27 Dhou El Hidja 1425 correspondant au 6 février 2005 relative aux semences, aux plants et à la protection de l'obtention végétale en Algérie.

Les règles fixées par ces textes tournent autour des différentes composantes du système semencier, à savoir : (i) la création et la diffusion des variétés, (ii) le contrôle de qualité et la certification, (iv) la production et la multiplication des semences et (4) la commercialisation ou la distribution des semences. A chaque élément est consacrée une série de règles que les acteurs opérant dans le système semencier sont tenus de respecter. La synthèse de ces règles se présente comme suit.

La création et la diffusion des variétés

Dans le système semencier commercial, la sélection et la création des variétés se font par les sélectionneurs qui doivent s'enregistrer et obtenir un agrément ainsi qu'une carte professionnelle. Les variétés créées doivent être distinctes, homogènes et stables (DHS) et avoir une certaine valeur agronomique et technologique (VAT). Un processus d'homologation est institué pour vérifier si une variété répond à ces critères et, le cas échéant, l'inscrire au catalogue officiel mis en place pour leur enregistrement obligatoire. Une fois enregistrée, la variété est autorisée à la production et à la distribution sur le territoire national, et régional au cas où le pays fait partie d'une communauté ayant opté pour l'harmonisation des règles et la libre circulation des semences au sein de l'espace communautaire (comme le COMESA).



C'est donc la semence issue d'une variété homologuée et enregistrée qui peut être commercialisée conformément à la législation en vigueur. La commercialisation est définie comme: «la vente, la détention en vue de la vente, l'offre de vente et toute cession, toute fourniture ou tout transfert, en vue d'une exploitation commerciale, de semences ou de plants, que ce soit contre rémunération ou non»¹¹. Mais pour qu'une semence soit commercialisée, elle doit aussi faire l'objet d'une certification. On retient alors que la variété est homologuée et enregistrée et sa semence est certifiée. D'où la mise en place d'un service de contrôle et de certification.


Dans certains cas, comme en Algérie, le catalogue comporte deux listes (A et B). La liste A enregistre les variétés ayant satisfait aux critères de l'homologation. La liste B comporte les variétés qui, bien que ne réunissant pas toutes les conditions techniques requises pour leur homologation, présentent cependant un intérêt pour la production agricole nationale, ou bien peuvent être destinées à l'exportation. La question est de savoir si les variétés traditionnelles ou paysannes peuvent être enregistrées sur cette liste B et quelle en serait l'implication le cas échéant. L'exemple des pays Ouest Africains peut nous permettre de répondre à cette question. Dans ces pays, la liste B est introduite avec quasiment la même vocation que celle qui lui est assignée dans la loi algérienne. Elle n'a pas vocation à enregistrer les variétés traditionnelles ou locales dans le contexte de ces pays puisqu'une troisième liste est créée pour inscrire lesdites variétés (liste C)¹². On en déduit donc que la liste B n'a pas vocation à recevoir les variétés paysannes.

Le contrôle de qualité et la certification

Pour assurer la qualité des semences, un service spécifique est mis en place par l'Etat, ou sous sa supervision, pour prendre en charge, de façon centralisée, les fonctions d'inspection, de contrôle, de certification des semences. Le contrôle des semences est réalisé au champ et au laboratoire pour vérifier la conformité des semences aux

11 Le mot « commercialisation » n'est défini dans aucune loi nationale analysée dans ce rapport alors ces lois sont censées régulées, entre autres, « la commercialisation des semences » sur le territoire national. Pour les besoins de l'analyse, nous adoptons cette définition donnée dans la Directive 66/401/CEE (Article 1er bis) de l'Union Européenne qui est reprise dans les lois de beaucoup de pays comme la France ou encore les pays de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (article 1er du Règlement C/REG.4/05/2008).

12 Voir le décret N°2019-0756/P-RM portant institution du catalogue national des espèces et variétés végétales au Mali, décret adopté dans le cadre de la mise en œuvre du règlement précité de la CEDEAO.



normes minimales prévus par les règlements techniques en vigueur. La certification des semences est accordée lorsque l'inspection et le contrôle auront été satisfaisants et les semences ainsi certifiées peuvent être commercialisées. Par conséquent, aucune semence n'est autorisée à la commercialisation que lorsqu'elle est certifiée.

Le travail du service de contrôle et de certification s'étend aussi au suivi du respect de la réglementation en matière de production et de distribution des semences, ainsi qu'à l'application des sanctions occasionnées par la violation de la réglementation. Le système de certification utilisé dans les lois semencières des trois pays de la région Nord Afrique est fondé sur l'un ou l'autre des systèmes mis en place par l'Organisation de la Coopération et du Développement Economiques (OCDE), l'Association internationale d'essais de semences (ISTA). Ce qui facilite l'harmonisation des procédures et des règles entre les différents pays en vue de la facilitation du commerce international des semences.

La production et la multiplication des semences

Les lois semencières en vigueur dans les pays d'Afrique du Nord obligent les producteurs semenciers à se faire enregistrer auprès de l'autorité de gestion, généralement le Ministère de l'Agriculture ou un organe public à qui cette tâche est déléguée. Les semences sont généralement classées en trois catégories, à savoir : (i) les semences de base et de prébase, (ii) les semences homologuées, et (iii) les semences standards. La première catégorie est produite par les sélectionneurs. Seuls les producteurs semenciers agréés (personnes physiques ou morales) sont habilités à produire les semences homologuées et standards. La multiplication se fait dans les champs semenciers et peut être délégués aux tiers (appelés paysans-multiplicateurs dans certains contextes).

La commercialisation ou la distribution des semences

Les lois des trois pays de l'Afrique du Nord font une distinction de statut entre les producteurs et les distributeurs semenciers. Les distributeurs sont soumis à l'obligation de déclarer leur activité et d'obtenir un agrément à travers un enregistrement sur la liste des distributeurs autorisés. Et comme déjà expliqué plus haut, la variété dont la semence est commercialisée doit être inscrite au catalogue et la semence certifiée par le service de contrôle et de certification.

Tableau 1 : Synthèse des lois de trois pays de la région :
Algérie, Maroc et Tunisie

Contenu des lois	Algérie	Tunisie	Maroc
Référence des textes	Loi N°05-03 du 27 Dhou El Hidja 1425 correspondant au 6 février 2005 relative aux semences, aux plants et à la protection de l'obtention végétale en Algérie	Loi N°99-42 du 10 mai 1999, relative aux semences, plants et obtentions végétales en Tunisie (modifiée par la loi no 2000-66 du 3 juillet 2000)	Dahir N°1-69-169 du 10 Joumada I 1389 (25 juillet 1969) réglementant la production et la commercialisation de semences et de plants au Maroc (et ses modifications successives)
Création et Diffusion des variétés	Articles 8 à 14. Examens DHS et VAT avant homologation ¹³ et inscription au Catalogue officiel à deux listes (A et B).	Articles 4 à 6. Exigences DHS et importance de la valeur culturale. Enregistrement obligatoire au catalogue.	Art. 4. Institution d'un registre et un catalogue officiel des espèces et des variétés de plants cultivables au Maroc.
Contrôle de qualité et certification	Obligatoire pour les variétés homologuées (art. 21 et 23).	Article 13 et 14. Contrôle obligatoire pour vérifier le respect des normes.	Article 1er. Ne peuvent être qualifiés «semences» ou «plants» que les produits certifiés à la suite de ce contrôle.
Production et la multiplication des semences	Activités soumises à un régime d'agrément préalable (Art. 19). Champs semenciers à déclarer annuellement (Art.21).	Activités soumises à un cahier de charges. Obligation de disposer d'un parc à bois et de champs semenciers et de pépinières. Articles 7 et 8.	Activités soumises à un régime d'agrément préalable. Article 5.

13 According to Article 6, «variety approval and plant variety protection shall cover only those plant species and plant genera listed by regulation.» Certain plant genera and species would therefore be excluded from the registration procedure and from protection by an intellectual property right. The analysis could not establish which genera and species, and the implication of this exception for farmers in Algeria. An aspect that deserves to be explored further.

Commercialisation ou distribution des semences	Art. 19 ci-dessus. Uniquement semences de variétés homologuées et cataloguées (article...)	Article 9 : seules les semences issues des variétés homologuées et cataloguées sont commercialisées. Article 12 : doivent répondre aux normes édictées.	Article 1er. Ne peuvent être qualifiés «semences» ou «plants» que les produits certifiés à la suite de ce contrôle.
Cadre institutionnel	Autorité nationale phytotechnique (art. 4).	Pas clairement défini. Article 2 : autorité compétente : services chargés de la protection des végétaux et des obtentions végétales relevant du ministère de l'Agriculture.	Ministère de l'Agriculture de façon générale. Article 1er.
Sanctions pour production de semences de variétés hors catalogue.	2 à 6 mois de prison et amende d'un à un million cinq cent mille dinars.	Pas spécifié dans la loi. Renvoi à la loi pénale (Article 41).	Application du dahir sur la répression des fraudes dans la vente de marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles.
Place des variétés locales et traditionnelles	Pas mentionnées dans le texte.	Pas mentionnées dans le texte.	Pas mentionnées dans le texte.

Un premier constat qui se dégage de l'analyse des lois de commercialisation des semences est qu'elles ne reconnaissent ni ne soutiennent les systèmes semenciers paysans. Elles interdisent ou entravent la conservation, l'utilisation, l'échange et la vente des semences paysannes. Ces lois restreignent également la diversité des semences adaptées localement auxquelles les paysans peuvent accéder sur le marché, en imposant des règles strictes de certification pour la production de semences et en utilisant des critères DHS pour accorder l'accès au marché des semences. Dans l'ensemble, les lois analysées négligent ou ignorent les droits, les besoins et les intérêts des paysans.

2.2 Les lois de protection des obtentions végétales

En tant que pays membres de l'OMC, les Etats de l'Afrique du Nord ont l'obligation de mettre en place des lois de protection des droits de propriété intellectuelle conformément à l'accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle liés au commerce (l'accord sur les ADPIC)¹⁴. Cet accord autorise les pays, dans son article 27 (alinéa 3, paragraphe b)¹⁵, à exclure les végétaux de la brevetabilité. Il leur exige, cependant, à protéger par un système alternatif (système sui generis) conformément aux intérêts et traditions du pays.

Mais l'accord sur les ADPIC n'exclut pas du domaine des brevets les procédés microbiologiques et les procédés techniques ou non essentiellement biologique. Ce qui inclut les procédés du génie génétique, permettant d'isoler un gène de son environnement naturel, ou de modifier le patrimoine génétique d'un organisme notamment en introduisant un gène d'une autre espèce. On se retrouve donc en présence de deux systèmes de protection possibles autour des semences : un pour les variétés améliorées non génétiquement modifiées (le DOV), et l'autre pour les semences et plantes transgéniques (le brevet).

La plupart des pays en développement, y compris ceux de l'Afrique du Nord, ont adopté les droits d'obtentions végétales comme sui generis sans que les options ne soient limitées à ce modèle qui est l'émanation des pays occidentaux à travers l'UPOV. Le Maroc et l'Egypte sont les seuls pays de la région à avoir adhérer à l'UPOV-1991. Ils ont donc l'obligation d'adopter une loi sur la protection des obtentions végétales (POV) en conformité avec le contenu de cette convention internationale. Les lois semencières de l'Algérie et de la Tunisie ont déjà mis en place un système similaire à celui de l'UPOV-1991. Dans ce système, l'obtention d'une nouvelle variété végétale confère à l'obteneur un droit d'obtention végétale (DOV) protégé par un titre de protection dénommé certificat d'obtention végétale (COV).

La variété obtenue doit remplir un certain nombre de conditions pour être inscrite au registre des obtentions végétales et bénéficier de la

14 https://www.wto.org/french/tratop_f/trips_f/trips_f.htm

15 Article 27.3.b) : « Les Membres pourront aussi exclure de la brevetabilité ... les végétaux et les animaux autres que les micro-organismes, et les procédés essentiellement biologiques d'obtention de végétaux ou d'animaux, autres que les procédés non biologiques et micro biologiques. Toutefois, les Membres prévoiront la protection des variétés végétales par des brevets, par un système sui generis efficace, ou par une combinaison de ces deux moyens... »

protection, ce qui engendre des conséquences pour l'utilisation de la variété par les tiers, notamment les paysans et autres fermiers. Pour échapper à ces conséquences, notamment l'obligation d'avoir l'accord de l'obtenteur ou de lui payer une indemnité, l'utilisation de la variété protégée doit être couverte par une des restrictions prévues par la loi. Ces conditions et les conséquences de la protection sont décrites ci-dessous.

Les conditions de protection des droits

La variété qu'un obtenteur souhaite protéger doit être nouvelle, distincte, homogène et stable (critères NDHS). Elle doit, en outre, faire l'objet d'une dénomination destinée à sa désignation générique. On constate que les critères sont les mêmes pour l'obtention d'un DOV que pour l'homologation et la diffusion des variétés. Cela facilite le travail à un obtenteur qui le souhaite de pouvoir faire les deux au même moment, à savoir : faire entrer sa variété sur le marché et en tirer profit en contrôlant son utilisation par les tiers.

Le critère de la nouveauté signifie qu'à la date de dépôt de la demande de protection, elle n'a pas été vendue ou remise à des tiers d'une autre manière, avec le consentement de l'obtenteur, depuis plus d'un an sur le territoire national, ou depuis plus de quatre ans dans un pays tiers. Dans ces pays tiers, la période de disponibilité de la variété est prolongée à six ans pour les arbres et la vigne. On retient de cette disposition que la variété peut être considérée comme 'nouvelle' si elle n'est pas encore accessible au public au moment où l'obtenteur demande sa protection¹⁶.

Pour les trois autres critères, la variété doit être distincte, homogène et stable. Pour être considérée comme distincte, la variété doit avoir un ou plusieurs caractères importants qu'on ne retrouve pas dans les autres variétés similaires déjà connues. Elle doit être homogène pour l'ensemble des caractères qui l'identifient. Enfin, elle doit être stable, c'est-à-dire rester inchangée à la suite de ses reproductions ou multiplications successives.

Une fois ces conditions remplies, la variété doit faire l'objet d'une dénomination qui est destinée à être sa désignation générique. Lorsque la protection est accordée, un certificat d'obtention végétale (COV) est délivré à l'obtenteur. La protection produit des effets de droit qu'il convient d'examiner.

¹⁶ Voir: Article 28 de la loi algérienne et l'article 6 de la loi marocaine (Dahir N°1-96-255) reproduisant le contenu de l'article 6 de la convention UPOV 1991.

Les conséquences attachées aux droits

Une fois le COV délivré, il produit un certain nombre de droits au profit de son titulaire pendant une période de protection de 20 ou 25 ans, selon le cas. Le droit exclusif d'exploiter la variété faisant l'objet du certificat. En d'autres termes, ce droit permet à l'obtenteur d'interdire à des tiers de réaliser certains actes sur la variété protégée sans son autorisation. Il s'agit des actes suivants :

- 1) la production ou la reproduction ;
- 2) le conditionnement aux fins de la reproduction ou de la multiplication ;
- 3) l'offre à la vente ;
- 4) la vente ou toute autre forme de commercialisation ;
- 5) l'exportation ;
- 6) l'importation ;
- 7) la détention à l'une des fins mentionnées aux points 1 à 6. Toute personne souhaitant entreprendre un de ces actes sur la variété est obligée de payer une redevance à l'obtenteur, ou d'obtenir son accord.

Les droits du titulaire du COV s'étendent aussi au produit de la récolte, y compris des plantes entières et des parties de plantes, obtenu à l'issue d'une utilisation non autorisée du matériel de reproduction ou de multiplication de la variété protégée. Il en est de même pour les produits fabriqués directement à partir d'un produit de récolte de la variété protégée. Cela signifie que l'obtenteur a le droit d'interdire tous les actes mentionnés dans le paragraphe ci-dessus lorsqu'ils portent sur un produit issu de la variété protégée, et un produit obtenu à partir du produit issu de la variété, si la variété a été utilisée sans son autorisation.

Ainsi, si un agriculteur sème du blé ou utilise des plants de manguiers sans l'accord de l'obtenteur de l'une ou l'autre variétés, ceux-ci peuvent réclamer la propriété des grains de blé ou des mangues récoltées, et le produit issu de ces récoltes, notamment la farine de blé ou le jus de mangue¹⁷. Il convient toutefois d'ajouter ici que dans l'exemple du blé, si le blé et la farine sont destinés à la propre consommation de l'agriculteur, il tombe dans l'exception du privilège

17 Fondation Gaia et GRAIN. 1998. Dix bonnes raisons de ne pas adhérer à l'UPOV. <https://grain.org/fr/article/46-dix-bonnes-raisons-de-ne-pas-adherer-a-l-upov>

du fermier (expliqué ci-dessous parmi les exceptions), et l'obteneur n'aura pas de droit sur cette consommation.

En outre, les droits du titulaire du COV couvrent également les variétés essentiellement dérivées¹⁸ de la variété protégée ; aux variétés qui ne se distinguent pas nettement de la variété protégée ; et aux variétés dont la production nécessite l'emploi répété de la variété protégée.

Le titulaire du COV a le droit d'engager une procédure judiciaire contre toute personne qui accomplirait, sans son consentement, l'un des actes mentionnés ci-dessus. Il peut aussi transmettre par voie successorale le COV, et conclure des contrats de licence. Mais ses droits connaissent des restrictions permettant à certaines personnes d'utiliser, en toute légalité, dans certaines conditions, la semence de la variété sans son consentement.

Les restrictions au DOV

Le système de protection en place dans les pays de l'Afrique du Nord, en l'occurrence celui de l'UPOV 1991, prévoit trois types de limites aux droits conférés par le COV, à savoir : les exceptions au DOV, son extinction, ainsi que l'exploitation imposée à son titulaire par les pouvoirs publics pour cause d'intérêt public.

S'agissant des exceptions aux droits de l'obteneur, elles couvrent cinq catégories d'actes qui, de ce fait, ne sont pas considérées comme une violation des droits de l'obteneur lorsqu'ils sont accomplis sans son consentement. Il s'agit de :

- les actes accomplis dans un cadre privé à des fins non commerciales¹⁹ ;

18 Une variété qualifiée d'essentiellement dérivée est une variété principalement dérivée d'une variété initiale ou d'une variété qui est elle-même principalement dérivée de la variété initiale, qui possède l'intégralité des caractères de la variété initiale, notamment ceux qui font l'intérêt commercial de la variété initiale, et ne diffère de la variété initiale que par un caractère ou un nombre très limité de caractères, et se distingue nettement de la variété initiale. (Article 3, loi semencière algérienne, voir aussi article 22 de la loi tunisienne qui en parle sans définir le concept).

19 Cette exception est sujette à interprétation, mais les lois nationales étudiées ne comportent aucune disposition tendant à définir ce qu'on pourrait entendre par une « utilisation non commerciale ». Il est clair que l'agriculture de subsistance est faite « dans un cadre privé » et « à des fins non commerciales », mais le texte a prévu cette pratique dans une autre exception, alors que cette première exception aurait suffi à la couvrir et à permettre aux agriculteurs de continuer à ressemer le produit obtenu à l'issue d'une utilisation de la variété protégée dans leurs propres champs et pour leur propre consommation. Les précisions sont données dans cette note explicative de l'UPOV.

- les actes accomplis à titre expérimental ou de recherche²⁰ ;
- les actes accomplis aux fins de la création de nouvelles variétés, et de l'exploitation de ces variétés, à condition que la nouvelle variété ne soit pas essentiellement dérivée d'une autre variété protégée ou que la création de la nouvelle variété ne nécessite pas l'emploi répété de la variété protégée ;
- l'utilisation par un agriculteur, sur sa propre exploitation, à des fins de reproduction ou de multiplication, du produit de la récolte qu'il a obtenu par la mise en culture, sur sa propre exploitation, d'une variété protégée ou d'une variété essentiellement dérivée de celle protégée. Il s'agit ici du privilège de l'agriculteur reconnaissant une pratique courante des agriculteurs qui consiste à conserver leurs propres semences de plantes cultivées, produites sur l'exploitation pour être semées sur la même exploitation. Cette exception ne s'applique pas, cependant, aux plantes ornementales et florales²¹.

Au-delà de l'épuisement du délai légal de protection (20 ou 25 ans selon le cas), l'extinction des droits liés à la protection des obtentions végétales peut résulter de procédures d'expiration prématurée, de retrait, ou d'annulation des droits. Les conditions pour ces cas d'extinction sont clarifiées dans les lois nationales des différents pays, notamment aux articles 50 et suivants de la loi semencière algérienne, les articles 28 et suivants de celle de la Tunisie, et les articles 20 et suivants de la loi 9-94 sur la protection des obtentions végétales au Maroc²². La conséquence en est que la variété végétale entrera dans le domaine public et pourra faire l'objet d'une exploitation, même à titre commercial, sans que cela ne nécessite l'autorisation de l'obteneur.

20 La loi algérienne ajoute les actes accomplis dans « le cadre de la constitution d'une banque de gènes. »

21 L'UPOV 91 parle plutôt de "plantes fruitières, forestières et ornementales." Ce qui signifie qu'un planteur ou un exploitant forestier n'ont pas le droit de réutiliser les plants des variétés comme la banane, la mangue ou le karité, sans l'autorisation de l'obteneur, si ces variétés font l'objet d'un COV, même s'ils sont réutilisés dans leur propre exploitation.

22 <https://wipolex-res.wipo.int/edocs/lexdocs/laws/fr/ma/ma001fr.pdf>

La dernière restriction du droit de l'obtenteur concerne l'exploitation par les pouvoirs publics ou par un tiers autorisé par ceux-ci. C'est le cas des licences obligatoires ou licences d'office. Selon les dispositions pertinentes des lois analysées, une licence obligatoire peut être accordée à un tiers, si la variété protégée n'a pas été exploitée par son propriétaire dans un délai de 3 ans à partir de la date de l'octroi du certificat d'obtention végétale²³. Pour la licence d'office, elle est accordée pour certaines obtentions végétales qui revêtent une importance extrême pour la vie humaine ou animale ou qui intéresse la santé publique, ou, pour le cas de l'Algérie, pour des motifs liés à la sécurité alimentaire nationale ou importants pour le développement agricole national.

2.3 Les lois réglementant l'utilisation des semences OGMs

Tous les pays de la région ont ratifié le Protocole de Carthagène des Nations Unies sur la prévention des risques biotechnologiques²⁴. Cependant, la mise en œuvre des cadres réglementaires portant sur l'utilisation sécurisée de la biotechnologie dans les différents domaines (les lois de biosécurité) n'est pas encore effective en Afrique du Nord. L'Égypte dispose d'une politique de biotechnologie et de biosécurité, ce qui n'est pas un document juridiquement contraignant²⁵. Le gouvernement tunisien a mis en place une stratégie nationale de biosécurité²⁶ dans laquelle il annonce avoir préparé de façon participative un projet de loi sur la même question. Ce projet de loi²⁷ n'a pas encore fait l'objet d'examen au niveau du parlement et n'est donc pas encore une loi en vigueur.

Cette situation signifie qu'un cadre réglementaire de biosécurité pouvant protéger le droit des paysans à conserver et contrôler leurs propres semences et pour protéger les systèmes semenciers paysans contre la contamination par des Organismes Génétiquement Modifiés (OGM) n'est pas encore en place dans les pays d'Afrique du Nord. Mais l'on peut aussi supposer qu'un pays n'autoriserait pas


23 Voir les articles 47 de la loi algérienne, 30 et 31 de la loi tunisienne, 21 à 24 de la loi marocaine.

24 www.cbd.int

25 Académie de droit international humanitaire et des droits humains (Geneva Academy): Manuel pratique sur les droits aux semences. (2022). Non encore publié, disponible avec l'auteur.

26 Stratégie et Plan d'Actions Nationaux sur la Biosécurité en Tunisie : <https://bch.cbd.int/protocol/outreach/online%20forum/Guide%20strate%20gie.pdf>

27 <https://bch.cbd.int/en/database/LAW/BCH-LAW-TN-109161>



l'entrée sur son territoire de semences OGM s'il n'a pas un cadre en place pour encadrer son utilisation, ce qui serait une violation de ses engagements au titre du protocole de Carthagène.

Aux trois catégories de lois que nous venons d'examiner, nous pouvons ajouter une quatrième dont l'application peut avoir des implications pour la circulation des semences paysannes, notamment au-delà des frontières entre les pays. Il s'agit des lois portant sur la protection des végétaux qui imposent un contrôle phytosanitaire à la sortie du, et à l'entrée sur le territoire d'un Etat donné. De tels contrôles peuvent entraîner l'interdiction d'entrer des semences paysannes sur un territoire national si les exigences phytosanitaires en vigueur dans le pays concerné sont strictes, ce qui a pour conséquence de limiter les échanges entre les paysans au-delà des frontières. Mais de tels cas sont rares et jusqu'à présent, les paysans arrivent à faire circuler les semences au-delà des frontières et continuent à s'enrichir mutuellement.

L'analyse que nous venons de faire permet de cerner les contours du cadre juridique soutenu par les quatre catégories de lois réglementant les activités semencières dans les pays de l'Afrique du Nord. Elle permet aussi d'identifier les conséquences que ces textes engendrent pour la production et l'utilisation des semences issues des variétés locales, traditionnelles paysannes, ainsi que leurs contributions à la réalisation de la souveraineté alimentaire et à la résilience de l'Agriculture dans les pays d'Afrique du Nord. Il convient de mettre en exergue ces différents aspects avant de passer à la proposition des éléments d'un cadre juridique favorable aux semences paysannes et aux SSP.

3. IMPLICATIONS DES LÉGISLATIONS SEMENCIÈRES POUR LES DROITS DES PAYSANS, LES SYSTÈMES SEMENCIERS PAYSANS ET LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Ici, l'analyse porte sur trois points : d'abord, un aperçu des systèmes semenciers paysans dans le contexte global de l'Agriculture des pays Nord-Africain est présenté (i), puis nous examinerons les impacts des lois analysées sur les systèmes semenciers paysans (ii) avant de terminer l'analyse par la mise en exergue des implications de cette situation pour la résilience de l'Agriculture dans la région, avec un accent particulier sur la Tunisie et l'Algérie comme cas spécifiques.

3.1 Les Systèmes semenciers paysans dans le modèle agricole en place dans les Pays d'Afrique du Nord.

La situation des SSP est tributaire du modèle agricole dominant. Ce modèle varie d'un pays à un autre. En effet, chaque pays a ses spécificités en matière de modèle de production agricole. La Tunisie, le Maroc et l'Algérie ont hérité des fondements coloniaux français et les modèles de production locaux ont fortement été transformés par les politiques coloniales (modernisation, introduction des monocultures, accaparement de la terre et du patrimoine génétique, sédentarisation forcée, etc.). Après leurs indépendances, chacun de ces pays a suivi une voie sensiblement différente des autres²⁸.

La Tunisie, le Maroc et l'Egypte ont profondément adopté la vision fondée sur "la sécurité alimentaire" en encourageant certains produits destinés à l'exportation aux dépens de produits de l'agriculture vivrière. Dans ces pays où la dette et la coopération internationale pour le développement guident l'action publique, « le piège s'est renfermé très vite en conditionnant les systèmes de production agricole à la doctrine du libre-échange sur du long terme et en appauvrissant les paysans au profit des investisseurs dans le secteur agricole²⁹ ».


Un tel système n'a fait que renforcer la dépendance de l'agriculture vis-à-vis de l'extérieur (semences, autres intrants, mécanique, exportation), et des producteurs vis-à-vis des commerçants et des intermédiaires³⁰. Dans certains cas, la dépendance s'étend à l'alimentation elle-même, vu que le pays importe l'essentiel de sa consommation alimentaire. C'est le cas de l'Algérie et de l'Egypte qui comptent parmi les plus gros importateurs de céréales au monde. Si l'Algérie parvient à faire face à la situation par la rente pétrolière, l'Egypte s'engouffre dans l'endettement.

Pour rester sur l'exemple de la Tunisie où nous avons pu accéder à plus d'informations, les producteurs accèdent à la semence auprès des commerçants de détail présents dans leurs villages/villes et auprès des pépinières privées essentiellement. Pour les céréales, ils se fournissent auprès de l'office des céréales. Selon une experte tunisienne, « la grande majorité des paysans est tout à fait consciente

28 Interview N° 2. Layla Riahi.

29 Ibid. voir aussi: Saker El Nour, Towards a just agricultural transition in North Africa. 15 Déc. 2021. <https://longreads.tni.org/towards-a-just-agricultural-transition-in-north-africa>

30 Interview Layla Riahi. Note 26.



des enjeux liés aux semences. Au cours de nos enquêtes de terrain, on nous fait souvent état des problèmes rencontrés, notamment la rupture de stock, la mauvaise qualité des semences, l'augmentation fulgurante des prix, la dépendance aux intrants chimiques et aux pesticides et autres produits industriels, la propagation de nouvelles maladies, etc.³¹ ».

Cette situation confirme l'analyse faite du cadre juridique qui encadre les activités semencières dans les pays de la région qui se résume à un soutien clair au modèle industriel soutenu par la rhétorique de la sécurité alimentaire et de la modernisation agricole. Ainsi les SSP retrouvent complètement abandonnés puisqu'ils ne trouvent pas de cadre pour prospérer. Le retour aux semences paysannes suppose, selon certains observateurs, une transition assez risquée et coûteuse pour les producteurs dont les revenus dépendent uniquement de l'exploitation agricole, car engendre des dépenses d'adaptation, entraîne une chute la productivité, des problèmes d'écoulement, et nécessite une phase expérimentale.

Mais il n'en demeure pas moins que dans les différents pays les pratiques et des modèles traditionnels persistent, pratiqués par les petits agriculteurs, agropasteurs, pêcheurs, les paysannes et les paysans qui produisent pour le marché local. Ceux-ci restent complètement marginalisés par les politiques publiques. Ce qui s'illustre dans le cas de la Tunisie par : le travail informel et précaire, l'absence de couverture sociale, la non-comptabilisation du travail féminin, l'absence de financement, les difficultés d'accès à la terre, à l'eau, etc.³².

Actuellement, il s'observe en Tunisie, l'émergence d'un mouvement paysan en faveur du retour vers les semences paysannes. Cette émergence a été facilitée par l'action soutenue de la société civile après la révolution, notamment les associations telles que l'Association Tunisienne de Permaculture (ATP), le Groupe de Travail pour la Souveraineté Alimentaire (GTSA), les petits réseaux de semenciers locaux, quelques chercheurs engagés, etc. Cette mouvance commence à gagner du terrain au niveau du débat public et à porter la cause sur différents fronts, dans les médias, au niveau de l'administration, des communautés, etc. Mais elle ne parvient pas à imposer un réel changement de politiques.

31 Ibid.

32 Ibid.

Le retour vers les semences paysannes est motivé par la conviction que l'ensemble du système semencier formel n'est pas durable. La recherche des semences paysannes, l'échange et l'action collective pour la constitution de banques, entrent dans la cadre de la préparation à une transition dans laquelle certains paysans s'engagent par expérience, d'autres par intuition.


3.2 Impacts lois semencières sur les droits des paysans et les systèmes semenciers paysans

En termes d'impacts pour les systèmes semenciers paysans, nous pouvons noter entre autres, les éléments suivants :

- Les variétés traditionnelles et locales (aussi appelées 'paysannes') utilisées, adaptées et améliorées par les paysans n'obéissent pas aux critères d'inscription au catalogue (les critères DHS). Les semences paysannes issues de ces variétés ne sont donc pas autorisées à la commercialisation. Dans certains cas, ces semences sont purement interdites à la production, et leur production peuvent amener à des sanctions pour ceux qui s'y adonnent. Nous n'avons, heureusement, pas noté une disposition tendant à l'interdiction et à la sanction dans les lois analysées dans la région Afrique du Nord. Ces lois se contentent de les ignorer simplement. Mais une interprétation stricte des lois peut signifier que la disposition ôtant la qualification « semence » à toute graine, plante ou partie de plantes multipliée en dehors des règles et normes édictées entraîne l'interdiction de production des semences dites paysannes³³.
- Vu la pratique dans les pays dont les lois ont été étudiées (Algérie, Tunisie et Maroc), on peut dire que le silence de la loi sur le sort des systèmes semenciers paysans s'apparente à une forme de « tolérance légale »³⁴ pour les activités semencières des paysans en dehors du cadre juridique en place. C'est justement pour éviter sortir de la

33 Un agriculteur s'est vu interpellé par les autorités tunisiennes, en 2022, pour avoir vendu des semences paysannes. Ce qui confirme cette interprétation possible de la disposition mentionnée. Voir : <https://nawaat.org/2022/11/23/les-graines-paysannes-en-tunisie-un-enjeu-de-souverainete-nationale/>


34 With the above statement, it can be said that tolerance is gradually disappearing and that the authorities will want to strictly apply the texts.



confusion et reconnaître et soutenir les systèmes paysans qu'il est nécessaire de mettre en place un régime particulier pour la multiplication et la distribution des semences locales, traditionnelles et paysannes. Un projet de texte a été initié en Tunisie par la banque nationale des gènes dans ce sens³⁵, mais il conviendrait de le revoir à la lumière des vrais besoins des paysans et de ce qui profiterait mieux au pays. L'initiative est à saluer et constitue un grand pas, mais elle gagnerait beaucoup plus en soumettant le texte à l'appréciation de toutes les parties prenantes, les paysans en tête. Ce qui améliorerait le contenu et l'approche en termes de légitimité.

- La production et la mise en circulation des semences dans le cadre des systèmes semenciers paysans n'obéissent pas à la logique commerciale du système semencier industriel. La segmentation de ce système pour créer une chaîne de valeur et dissocier les différentes fonctions ne correspond pas à l'esprit d'autonomie et d'autogestion prôné par les paysans dans la quête d'une protection de leurs droits à produire leurs semences et à les diffuser dans leurs réseaux et sur les marchés locaux. Dans le système semencier classique dit 'formel', les paysans sont considérés comme utilisateurs finaux des semences considérées comme un produit commercial. Alors que dans les systèmes semenciers paysans, il s'agit d'un bien commun à la base de la production de l'alimentation et devant être accessible à tous les producteurs. Un régime spécifique est nécessaire pour permettre à un tel système de s'épanouir.
- La non-reconnaissance des systèmes semenciers paysans et leur non-protection exposent les pratiques et les innovations paysannes en matière de sélection et de production à une discrimination et une injustice basées sur une perception les considérant comme informelles et pas scientifiquement éprouvées. Ainsi, l'appui de l'Etat, technique ou financier, ira au seul système dit « formel » qui sera promu et celui dit « informel » sera vu comme « archaïque » et à supprimer au nom du développement et de la modernisation de l'Agriculture et de la productivité.

35 The author of this report had the opportunity to participate in an online meeting organized by the Tunisian Association of Permaculture (ATP) during which the gene bank presented the text under development.




Mais malgré cela, les paysans continuent à s'organiser et à produire leurs semences et à les diffuser au nom de la souveraineté alimentaire. Cette 'résistance' ou survivance de ce qu'on essaie de supprimer devrait constituer un déclic pour les décideurs et apporter l'appui nécessaire aux systèmes semenciers paysans compte tenu de leur capacité à répondre aux besoins d'une agriculture résiliente face aux différents chocs, y compris les changements climatiques.

- La reconnaissance de la protection des obtentions végétales basée sur le modèle de l'UPOV 1991 ne facilite pas la tâche aux Etats dans la pleine reconnaissance des droits des paysans sur leurs semences, notamment leur droit de conserver, utiliser, échanger et vendre les semences et autres matériels de multiplication issus de leurs champs. Il est important que les gouvernements des pays d'Afrique du Nord revoient les lois sur ces questions et les mettent en phase avec les réalités qui y prévalent, marquée notamment par une forte présence de l'Agriculture familiale et paysanne³⁶.

Au bout de l'analyse des lois semencières et du régime qu'elles mettent en place, on note qu'elles ne sont pas adaptées aux SSP, car obéissant à une logique de marché prônant les règles et normes destinées plus à un produit de commercialisation qu'à une ressource de base pour la production alimentaire. Partant de cette logique, la semence est considérée comme un produit accessible sur le marché et qui doit, de ce fait avoir une « bonne qualité » que l'Etat garantit dans le souci de protéger « le consommateur » (le paysan) et de lui assurer l'accès à des semences dites de qualité. Indirectement, les semences ne rentrant pas dans les normes édictées sont considérées comme de « mauvaise qualité » et écartées de la production et de la distribution. L'autre élément visé par la loi est le souci de protéger le producteur agréé contre « la concurrence déloyale » de producteurs non agréés.

36 Marzin et al. 2016. L'Agriculture familiale à petite échelle au proche et moyen orient Synthèse. <https://tinyurl.com/mrxkzcfh>



Avec cette logique, ces lois semencières sont censées assurer la sécurité alimentaire des différents pays qui les appliquent. Mais il est surprenant de noter que ces lois ne prennent pas en compte la notion de sécurité semencière, notamment l'élément d'accès défini comme « la possibilité d'acquérir des semences grâce à un achat comptant, un échange, un prêt, un troc ou l'utilisation de son statut ou de son influence au sein d'un réseau social³⁷ », et celui de la pertinence et la préférence variétales défini comme « la possibilité qu'ont les [paysans] d'obtenir des semences qui ont les caractéristiques qu'ils préfèrent³⁸ ».

Dans ce contexte, la semence est moins un produit commercial qu'un élément essentiel de la production et de l'alimentation du paysan, de sa famille et de sa communauté. C'est ainsi que le problème semencier est une question de droit humain pour les paysans, et étroitement liée au droit à l'alimentation. Ce qui a été reconnu par les Etats avec l'adoption en Décembre 2018, de Déclaration des Nations unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales (UNDROP)³⁹.

Ainsi, les paramètres de définition, les normes et critères de qualité ainsi que les règles de mise en circulation de la semence devraient être établis sur la base des réalités socioculturelles des pays africains, du model et des pratiques agricoles qui y prévalent. C'est pour cela qu'il est primordial de reconnaître les systèmes semenciers paysans afin de mieux protéger les droits des paysans sur leurs semences et promouvoir la biodiversité. Ces systèmes semenciers paysans regroupent l'ensemble des connaissances, pratiques et règles collectivement développées par les paysans, sur la base de leurs us et coutumes pour la sélection, la production, la conservation, l'utilisation, la garantie de qualité et la mise en circulation, dans leurs

37 FAO, 2016. Étude sur la sécurité semencière : Guide du praticien. <https://www.fao.org/3/i5548f/i5548f.pdf> .

38 Ibid.

39 <https://digitallibrary.un.org/record/1650694?ln=fr>. 48 États africains, dont les pays de l'Afrique du Nord, ont voté en faveur de l'adoption de l'UNDROP et 3 se sont abstenus, à savoir : le Cameroun, l'Éthiopie et le Lesotho. L'auteur recommande l'utilisation du texte en Anglais. La version française ne reproduit pas les justes expressions du langage juridique. Exemples : « peasant seed systems » est traduit comme « systèmes de semences paysannes » (Article 19.6) au lieu de « systèmes semenciers paysans » ; « states shall recognize... » comme « les États reconnaîtront... » (Article 19.5) au lieu de « les États reconnaissent » ou « les États doivent reconnaître », ce qui est la forme couramment utilisée, le principe étant que le « shall » en Anglais indique « l'obligation de faire » (et non le futur simple) contrairement à « should » (devrait) qui marque « l'encouragement ou la recommandation de faire ».

réseaux et sur les marchés locaux, des semences issues de leurs champs⁴⁰.

Ces règles, pratiques et connaissances permettent aussi la gestion dynamique et le maintien de la biodiversité agricole, ainsi que la production autonome de l'alimentation par les paysans pour leurs familles, leurs communautés et pour le pays. La reconnaissance des SSP devrait être accompagnée par l'amélioration des variétés utilisées par les paysans à travers les collaborations entre paysans et chercheurs et avec l'accompagnement des pouvoirs publics. La section suivante présente les éléments d'un cadre juridique pouvant aboutir à la reconnaissance des systèmes semenciers paysans afin de rendre l'agriculture, en Afrique du Nord, plus résiliente et diversifiée. Mais avant, il est important de faire le lien entre les semences avec ce modèle agricole recherchée.

3.3 Faible résilience des systèmes agricoles et alimentaires et nécessité d'un changement

Les lois semencières en vigueur dans les pays d'Afrique du Nord font partie d'une politique plus globale de transformation des systèmes de production agricole desdits pays enclenchée depuis la période coloniale, mais prolongée de façon soutenue par les Programmes d'Ajustement Structurel (PAS) initié par la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International (FMI) dans les années 1980. A travers les PAS, ces institutions financières internationales ont proposé aux Etats des politiques de libéralisation des secteurs productifs, notamment l'agriculture, sous prétexte de les moderniser et d'en assurer la productivité. A la clé était promise la sécurité alimentaire ainsi que l'augmentation des revenus des états avec l'exportation de certains produits. Un modèle agricole industriel orienté vers le marché et prônant le

40 Cette définition est issue d'une réflexion collective des paysans maliens et de leurs alliés dans le cadre du processus « Semences, Normes et Paysans – SNP » (processus SNP). Elle a été reprise dans le cadre juridique proposé par AFSA en soutien aux SSP et à la biodiversité. L'auteur du présent rapport, qui a aussi élaboré le cadre de l'AFSA, est membre de l'équipe technique qui accompagne ce processus qui a permis de mettre en place un cadre de concertation pour la reconnaissance des systèmes semenciers paysans dans la politique semencière et éventuellement dans la loi. Le processus a démarré en 2016 et a permis d'intégrer cette reconnaissance dans le projet de politique semencière qui est toujours sur la table du gouvernement pour adoption. Cet article en donne plus détails.

désengagement de l'Etat est donc mis en place⁴¹.

Dans le domaine des semences, les variétés améliorées et hybrides sont introduites et distribuées gratuitement aux paysans. L'utilisation de ces variétés pendant 30 ans entraîna progressivement la perte des variétés locales et des savoir-faire paysans⁴². Pour accompagner l'utilisation de ces variétés et leur production locale, des lois sont introduites sur le modèle de celles en vigueur dans les pays du Nord avec au centre, les normes DHS pour stabiliser et uniformiser les variétés. Cette standardisation n'a fait qu'accentuer la réduction de la diversité génétique entamée par le délaissement des variétés locales en utilisation avant la libéralisation. Ces variétés locales qui représentaient environ 65% de l'ensemble des variétés dans les années 70 n'en représentent que 5% aujourd'hui. En Tunisie « A titre d'exemple : nous sommes passés de 50 variétés de blé dans les années 40 à seulement 5 variétés de blé aujourd'hui⁴³ ».

Cette situation n'est pas propre aux pays de l'Afrique du Nord. Comme déjà mentionné plus haut, il s'agit d'un mouvement mondial qui a imposé un modèle unique aux pays et dont les limites se sont révélées au grand jour au bout d'un temps. Malgré qu'il ait permis de mettre une grande quantité de produits sur le marché, le modèle agricole industriel a aussi produit un grand nombre d'effets négatifs, à savoir : la dégradation généralisée des terres, de l'eau et des écosystèmes; les fortes émissions de gaz à effet de serre; la perte de biodiversité; la faim, la malnutrition et les maladies liées à l'alimentation; et l'amenuisement des moyens de subsistance des agriculteurs dans toutes les régions du monde⁴⁴.

41 Voir: Ayeb H. and Bush R. 2019. Food Insecurity and Revolution in the Middle East and North Africa: The agrarian question in Egypt and Tunisia. Anthem Press.

42 Interview Aymen Amayed, Observatoire de la Souveraineté Alimentaire et de l'Environnement (Tunisie). Voir aussi : <https://houloul.org/fr/2020/12/12/les-semences-locales-une-histoire-de-depossession/>

43 Teycir Ben Naser. Les graines paysannes en Tunisie, un enjeu de souveraineté nationale. <https://nawaat.org/2022/11/23/les-graines-paysannes-en-tunisie-un-enjeu-de-souverainete-nationale/>

44 IPES-Food (Panel international d'experts sur les systèmes alimentaires durables). 2016. De l'Uniformité à la Diversité: Changer de paradigme pour passer de l'agriculture industrielle à des systèmes agroécologiques diversifiés. http://www.ipes-food.org/images/Reports/UniformityToDiversity_FullReport.pdf

Un modèle qui impacte négativement la résilience des systèmes agroalimentaires

Ce modèle est caractérisé par l'uniformisation ainsi que la dépendance aux variétés homogènes « améliorées » et aux hybrides, aux engrais chimiques, aux pesticides et à l'utilisation préventive d'antibiotiques. Il produit systématiquement des résultats négatifs tels que décrit ci-dessus et accroît les vulnérabilités⁴⁵. En outre, il est à l'origine d'un système alimentaire qui ne bénéficie qu'à un nombre limité d'acteurs dont il renforce le pouvoir économique et politique et la capacité à influencer la gouvernance des systèmes alimentaires et, à travers cette position, à faire obstacle à toute réforme d'ensemble.


L'uniformisation par l'usage des semences hybrides et les monocultures son la base même de la non-résilience du système. Elle constitue un frein à l'adaptation au changement climatique contrairement aux variétés paysannes qui s'adaptent facilement aux conditions environnementales difficiles et ne dépendent pas de l'usage d'engrais ou de pesticides chimiques. Les hybrides sont également chers, non renouvelables et nécessitent beaucoup d'intrants qui polluent et appauvrissent le sol. Cette dépendance touche les conditions de résilience à différentes échelles, à savoir : aux niveaux de l'exploitation, de la région et du pays. Les monocultures exposent aussi le système à une fragilité économique, sociale et environnementale. En cas de maladie, de chute des prix, de catastrophe environnementale ou de rupture des chaînes du commerce mondial, l'exploitation agricole qui ne mise que sur un seul produit se retrouve en crise grave qui induit très souvent l'abandon de l'activité.

À travers ces deux exemples, nous pouvons voir que le modèle de production joue un rôle majeur dans, d'une part, la provocation des crises, et d'autre part, la diminution de la résilience face aux crises, qu'elles soient endogènes ou exogènes.

Nécessité d'un modèle plus résilient

La résilience d'un système de production dépend de trois facteurs essentiels : (i) l'emploi judicieux des ressources, (ii) l'adaptation de la production au climat et à la culture alimentaire, (iii) la capacité du tissu des exploitations agricoles à réagir de façon solidaire aux crises. Le modèle conventionnel provoque l'accaparement des ressources et la dévalorisation du travail, ce qui provoque à son

45 Ibid.



tour des tensions sociales. Il tend à augmenter la productivité de certains produits sans comptabiliser le coût environnemental, sans prendre en compte le changement climatique et sans rattachement au marché local. Ce qui détériore l'environnement et épuise les ressources sans satisfaire la fonction sociale de la paysannerie qui est de nourrir les populations. Enfin, il tend à transformer les paysans en "ouvriers agricoles" et fini par les déposséder de leurs biens et du fruit de leur travail⁴⁶.


Il sied de procéder à des réformes pour mettre en place un système favorable aux acteurs principaux de la production agricole, les paysans et leurs familles, à l'environnement et à la biodiversité, et qui profite au pays en termes d'accès à une alimentation saine, localement maîtrisée et à l'abri des aléas climatiques et de la conjoncture internationale comme la COVID-19 et la guerre en Ukraine. Ceci appelle un modèle agricole fondamentalement différent, basé sur la diversification des exploitations et des paysages agricoles, le remplacement des intrants chimiques, l'optimisation de la biodiversité et des interactions entre différentes espèces. Sur cette nouvelle base, des stratégies intégrées seraient créées, axées sur une fertilité des sols à long terme, des agroécosystèmes durables, et des moyens de subsistance sécurisés. Un tel modèle est proposé par le Groupe International d'Experts sur les Systèmes Alimentaires Durables (IPES-Food) sous le vocable de « systèmes agroécologiques diversifiés⁴⁷ ».

Enfin, le modèle proposé devrait être enraciné dans les droits humains et avoir pour finalité la satisfaction des besoins des populations en mettant l'accent sur les personnes vulnérables et celles qui sont marginalisées, notamment les paysans et les personnes travaillant en milieu rural. Cela est réalisable en faisant de la souveraineté alimentaire la ligne directrice d'un tel modèle. La souveraineté alimentaire « place les producteurs, distributeurs et consommateurs des aliments au cœur des systèmes et politiques alimentaires en lieu et place des exigences des marchés et des transnationales [...] Elle représente une stratégie de résistance et de démantèlement du commerce entrepreneurial et du régime alimentaire actuel [et] donne des orientations pour que les systèmes alimentaires, agricoles, halieutiques et d'élevage soient définis par les producteurs locaux⁴⁸ ».

46 Interview Layla Riahi.

47 IPES-Food. Note 41. Voir aussi : Saker El Nour. Note 27.

48 Déclaration de Nyéléni (27 février 2007). <https://nyeleni.org/spip.php?article286>




De nombreuses données démontrent que les systèmes agroécologiques diversifiés sont aussi performants que l'agriculture industrielle en termes de production totale, et supérieurs en termes de résistance aux stress environnementaux, et qu'ils permettent une augmentation des rendements agricoles dans les régions où la sécurité alimentaire n'est pas assurée, contribuant ainsi à la réalisation du droit à l'alimentation⁴⁹. Ces systèmes agroécologiques diversifiés pourraient également ouvrir la voie à une diversification accrue des régimes alimentaires et à une amélioration globale de la santé. La présente étude vise à appuyer les efforts d'aller vers de tels systèmes en Afrique du Nord, en se focalisant sur l'aspect liés à la production et à la diffusion des semences pour soutenir la résilience et la durabilité de l'agriculture dans les pays de la région.

Il y a déjà une prise de conscience assez importante au sein des populations dans les différents pays de la région. On note une existence de mouvements de souveraineté alimentaire produisant de la connaissance pour la sensibilisation du public et des décideurs sur les enjeux liés aux choix des politiques agricoles et à la nécessité du changement de paradigme. On peut aussi noter la prise de conscience des certains pans de l'administration centrale et qui commencent à initier des choses pour aller vers ce changement. En Tunisie par exemple, la banque de gène nationale a initié la récupération des variétés locales et leur reproduction, y compris en y associant les paysans. Cette initiative a permis de récupérer un nombre important de variétés locales et de les reproduire en collaboration avec les paysans des différentes régions. Cette même banque de gène a aussi initié un projet de texte sur la reconnaissance et la distribution des variétés locales qui attend de recevoir les contributions des différents acteurs et de passer à l'étape d'adoption et d'entrer en vigueur.

Si ces initiatives sont à saluer et à encourager, il faut noter qu'elles sont insuffisantes et que le changement souhaité a besoin de plus d'efforts pour prospérer. Ces efforts sont attendus de tous les niveaux, à commencer par le niveau décisionnel. Puisque la décision doit être prise en harmonie avec les aspirations des acteurs concernés, il serait donc loisible que l'impulsion soit donnée par les paysans eux-mêmes avec l'appui et l'accompagnement des organisations de la société civile. Nous osons, donc, espérer que

49 Olivier De Schutter, Rapport du rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation, 20 décembre 2010, Assemblée générale des Nations-Unies. A/HRC/16/49. <https://digitallibrary.un.org/record/704715?ln=fr>



le présent rapport ainsi que les éléments de contenus pour un cadre juridique de reconnaissance et de promotion des systèmes semenciers paysans contribueront à donner des arguments solides à ces acteurs de premier plan.

4. ÉLÉMENTS D'UN TEXTE JURIDIQUE SOUTENANT LES SYSTÈMES SEMENCIERS PAYSANS

Le soutien aux systèmes semenciers paysans et la promotion de l'utilisation des semences paysannes impliquent le développement de cadres normatifs qui permettent à ces systèmes d'exister, de fonctionner pleinement et de prospérer en tant que systèmes de production et de conservation. Les règles et normes visant le système semencier commercial sont inadaptées à la nature et à la logique des systèmes semenciers SSP. Il leur faut donc un cadre juridique propre, autonome et dérogoire du régime commercial. Un tel régime doit être développé par les organisations paysannes avec le soutien des agences de l'État comme suggéré par AFSA dans le cadre juridique qu'elle propose dans le cadre de son appui au plaidoyer des organisations paysannes et leurs alliés.

La présente section propose les éléments essentiels d'un cadre normatif pouvant être utilisée dans le contexte des pays nord-africains pour la protection des SSP et la promotion des semences paysannes. Il est inspiré des propositions répétées des paysans et des réseaux qui les soutiennent dans le cadre régulier de leur plaidoyer, ainsi que par les références clés suivantes :

- la Déclaration des Nations unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales (UNDROP) ;
- le cadre légal proposé par l'AFSA pour la reconnaissance et la promotion des systèmes semenciers paysans et la biodiversité ;
- le manuel pratique de l'académie de Genève pour la réalisation du droit aux semences en Afrique.

Le cadre normatif devrait s'articuler autour des éléments suivants :

4.1. Un rappel contextuel servant de préambule


Les lois semencières doivent reconnaître et soutenir le rôle joué par les paysans dans la conservation et l'amélioration de l'agrobiodiversité. Le préambule devrait s'ouvrir sur un tel rappel et donner, à l'instar de l'exposé des motifs dans une loi, les éléments contextuels justifiant l'élaboration d'un cadre normatif et l'instauration d'un régime particulier applicable aux activités liées aux systèmes semenciers paysans.

Le cadre devrait, avant d'établir les règles substantielles, poser les aspects préliminaires comme dans tout texte juridique, pour clarifier l'objet du cadre et circonscrire son champ d'application, poser les principes orientant son application et définir les termes utilisés. Il est important de rappeler à ce niveau la rupture avec la sémantique utilisée dans le cadre du système commercial pour éviter toute confusion et assurer au régime des SSP son autonomie vis-à-vis de celui applicable au système commercial. Les termes choisis devraient bien refléter la réalité des paysans tout en assurant la juridicité du texte.

A titre d'exemple, le cadre proposé par AFSA comporte une section sur les définitions où on note les termes suivants : l'agroécologie ; le registre paysan qui instaure un enregistrement volontaire des semences avec une vocation de documentation plutôt que d'autorisation d'une catégorie de variétés comme le catalogue dans le système commercial ; la mise en circulation en lieu et place de commercialisation qui met plus l'accent sur le marché et les normes qui excluent certaines catégories. Ce terme est défini de sorte en inclure la définition du vocable « utilisation non commerciale » qui désigne, dans le système commercial, les actes qui peuvent être réalisés sur une variété sans tomber sous le coup d'une interdiction et d'une sanction, ce qui garantit la liberté des paysans à continuer leurs pratiques semencières. C'est justement ces différentes pratiques et qui sont incluses dans la définition de « mise en circulation⁵⁰ ».

La partie substantielle du cadre devrait donner un contenu clair aux aspects clés d'un système semencier paysan, à savoir : (i) le cadre d'organisation et de gestion du système semencier paysan, (ii) les règles de garantie de qualité des semences dans les systèmes

50 Le cadre AFSA le définit comme suit : « tout acte entrepris par les paysans afin de faciliter l'accès d'autres paysans aux semences, notamment le don, la vente, l'échange, et toute autre forme d'utilisation collective basée sur le mouvement des semences au sein des réseaux paysans. »



semenciers paysans ; (iii) les règles fixant les conditions de sélection, de production et de mise en circulation des semences dans les systèmes semenciers paysans, (iv) la promotion de la participation des paysans à la prise de décision et la protection des innovations et des savoirs paysans, ainsi que tout autre aspects identifiés comme pertinents par les paysans sur la base du contexte national ou international au moment de l'élaboration du cadre.

Les points ci-dessous proposent des éléments de contenus à ces différents aspects en partant des références mentionnées plus haut.

4.2. Un cadre d'organisation et de gestion des systèmes semenciers paysans

Tout cadre juridique visant à protéger les droits semenciers des paysans et à promouvoir leurs systèmes semenciers, devrait s'appuyer sur un ensemble d'outils et d'approche permettant aux acteurs, y compris l'Etat et les paysans eux-mêmes, de réaliser cet objectif. Sans que la liste ne soit exhaustive, les outils suivant sont pertinents pour assurer l'organisation, la coordination, la gestion et le développement des activités semencières dans les systèmes autogérés par les paysans : (a) le cadre de concertation sur les ressources phytogénétiques, (b) les comités régionaux des semences paysannes, (c) les registres régionaux paysans, et (d) le Fonds Semencier National (FSN).

Le cadre de concertation nationale sur les ressources phytogénétiques

A l'opposé d'une institution centralisée gérant les activités semencières dans le système semencier commercial en présence dans les pays de l'Afrique du Nord, le cadre institutionnel pour la coordination des activités dans les SSP devrait être multipartite et accorder une place prépondérante aux paysans. L'appellation peut être différente de celle proposée dans le cadre de l'AFSA, mais il s'agit d'une plateforme regroupant les acteurs pertinents sur les questions semencières mais avec la spécificité que cela est orienté sur les systèmes agroécologie diversifiés tels que décrits plus haut. Ainsi, la plateforme devrait être composée des représentants des entités publiques pertinentes en matière de gestion des ressources phytogénétiques, les représentants des paysans et des personnes travaillant en milieu rural, les OSCs et tout autre acteur jugé pertinent.

La mise en place du cadre de concertation se fait à l'issue d'une concertation entre les différents acteurs cités. L'Etat en tant que responsable des politiques publiques et garant des droits des paysans et des citoyens, devrait avoir la charge d'initier cette mise en place en supportant les frais liés à cela. Les paysans et les autres acteurs concernés désignent respectivement leurs représentants à y siéger. Une fois constituée, le cadre adopte ses règles de fonctionnement ainsi que ses organes dont un secrétariat pour assurer une organisation paysanne ou une de la société civile désignée de façon consensuelle. Le fonctionnement du cadre devrait être assuré par le budget national.


Le cadre aura pour rôle de mettre en œuvre la politique de l'Etat en matière de promotion des systèmes semenciers paysans, ainsi que la coordination des activités de suivi de l'évolution de ces systèmes dans le pays en faisant des propositions pour leur amélioration et leur renforcement. Cela inclut, l'accompagnement des paysans dans la caractérisation des semences paysannes, ainsi que la définition des modalités d'intégration de la sélection participative dans les programmes de création variétale des services de la recherche publique.

Le contenu des missions du cadre de concertation devrait faire l'objet d'une discussion entre les différents au niveau national lorsque le principe de l'adoption d'un texte de reconnaissance et de promotion des SSP aura été admis.

Les comités régionaux des semences paysannes

Les Comités Régionaux Des Semences Paysannes (CRSP) sont créés au niveau des zones agroécologiques du Pays qui constituent leur ressort d'action. Ce sont des réseaux composés de paysans, d'associations, d'entités publiques et privées, de chercheurs, d'universités, etc. actifs dans le domaine de la biodiversité agricole. Ils ont pour rôle d'assurer la sauvegarde, la multiplication et la dissémination de la semence ou du matériel génétique enregistré dans un registre régional paysan.

Il convient de voir les comités comme des cadres de concertation et de coordination au niveau décentralisé. Ainsi, il ne leur appartiendra pas de se substituer aux organisations et associations paysannes de base qui vont continuer à produire les semences et à conserver les variétés. Les comités vont juste les mettre en relation et leur permettre d'échanger et les connaissances et les semences. Cette



mise en relation permet aux paysans d'être davantage organisés, d'être en contact avec les autres acteurs, y compris l'Etat, en vue de la définition des règles qui gouverneront les systèmes semenciers paysans. Ces règles sont harmonisées, pas uniformisées, au niveau du cadre de concertation nationale pour une application facile à l'échelle nationale.

La présidence de ces comités est assurée par le collectif paysan actif dans la région. Ce collectif donne l'impulsion de leur mise en place avec l'accompagnement de l'Etat.

Les registres régionaux paysans

Le Registre Régional Paysan (RRP) permet d'identifier les variétés paysannes qui sont présentes dans une région agroécologique donnée afin d'assurer plus de traçabilité aux variétés en utilisation dans la région concernée. L'inscription des variétés au registre paysan est volontaire et gratuite. Ces registres sont tenus par les comités régionaux qui en assurent la conservation et la mise en jour. L'inscription est faite par un collectif de paysan (une association, un réseau, etc.) et ne peut signifier un droit exclusif pour ce collectif.


L'encrage géographique des comités et des registres au niveau des régions agroécologiques est une proposition. Dans les pays où la répartition du territoire en zones agroécologiques ne le permet pas, ou si cette répartition n'existe pas, les comités et les registres peuvent être mis en place au niveau des régions administratives du pays.

Le Fonds Semencier National

Un Fonds semencier national devrait être créé pour soutenir les activités semencières des paysans ainsi que la conservation et l'utilisation durable des ressources phytogénétiques. La mise sur pied du Fonds est assurée par l'État en concertation avec les paysans et les acteurs concernés, y compris les institutions publiques de recherche. Ensemble, ces acteurs définiront les rôles à assigner à ce fonds pour la promotion des SSP.

4.3. Les règles de garantie de qualité des semences dans les systèmes semenciers paysans

Les règles pour l'assurance qualité des semences dans les SSP tournent autour de l'autonomie des paysans à organiser les paramètres de cette qualité et en définir les règles. Un texte juridique



visant à reconnaître et à promouvoir les SSP devrait être guidé par un tel principe. Ainsi, il accorde la liberté aux paysans à adopter collectivement des règles dédiées à la garantie de la qualité des semences qu'ils mettent en circulation au sein de leurs collectifs et réseaux, ainsi que sur les marchés locaux. Les paramètres à prendre en compte à ce niveau incluent les éléments suivants :


- (i) la faculté germinative,
- (ii) la qualité sanitaire,
- (iii) la qualité agronomique,
- (iv) la qualité organoleptique (gustative),
- (v) toute autre qualité jugée pertinente par les paysans selon leur contexte écologique et socioculturel.

La logique du cadre proposé par AFSA est la reconnaissance des pratiques des paysans dans le cadre de leurs systèmes semenciers autogérés. Il s'agit aussi de leur permettre d'améliorer ces pratiques avec l'accompagnement d'autres acteurs, y compris l'Etat à travers les services de recherche scientifique et agronomique et sociale et environnementale du pays. Il ne s'agit donc pas pour le texte à adopter de définir les règles, mais plutôt offrir un cadre aux paysans de pouvoir conduire leurs activités semencières avec l'accompagnement de tous les acteurs et dans l'intérêt de toute la nation.

Le cadre proposé par AFSA a aussi fait des orientations quant au système de garantie à mettre en place dans les SSP. Cette proposition est inspirée du système de garantie participative⁵¹ et permet d'assurer une harmonie dans les approches malgré la liberté reconnue aux paysans de définir les règles de garantie de qualité. Les éléments de contenu proposé par AFSA sont les suivants :

- avoir une vision commune : ce qui signifie que les paysans concernés appartiennent à une même organisation, à un collectif ou à un réseau local avec des liens de proximité et des principes et valeurs communs ;

51 Voir : IFOAM. Systèmes de garantie participatifs : vision idéale. <https://www.ifoam.bio/sites/default/files/2021-04/systemesdegarantieparticipatifs-visionideale.pdf>



fonder le travail sur la confiance, l'égalité et la transparence et matérialiser cela par :

- un engagement des paysans à travers une charte ou tout type d'accord collectif,
 - des règles définies collectivement avec la définition de critères de qualité adaptés,
 - des mécanismes de vérification avec un système documenté de gestion des procédures et des conséquences claires en cas de non-respect,
 - Un label ou logo, etc.
- La Participation et l'apprentissage collectif.

La définition des règles peut se faire au niveau des comités régionaux et partagées au cadre de concertation nationale qui pourra harmoniser les approches ou se contentera simplement de les documenter dans une base de données des systèmes semenciers autogérés. Le choix de l'option relève d'une décision concertée prise au sein du cadre national de concertation. Les acteurs ont aussi la latitude d'imaginer une autre forme d'intervention pour le cadre national de concertation.

4.4. Les règles fixant les conditions de sélection, de production et de mise en circulation des semences dans les systèmes semenciers paysans

La particularité des SSP est que la production semencière n'est pas une activité isolée de la production agricole. Les semences sont sélectionnées dans le champ du paysan et réutilisées d'années en années. Le cadre à élaborer devrait sauvegarder cette pratique sans exclure la possibilité pour les paysans et leurs alliés chercheurs de la faire évoluer tout en gardant les principes fondamentaux, à savoir : l'autonomie du paysan dans la production semencière, la liberté pour les autres paysans d'accéder sans contraintes à la semence produite ainsi que la collaboration avec les autres paysans pour établir des règles collectives de la production et de la circulation des semences.


Pour rompre avec le système conventionnel ou commercial, il est important que le cadre confirme cette autonomie de production semencière. Pour cela, aucune condition spécifique ne doit être imposée au paysan pour la production des semences. Il appartient aux paysans eux-mêmes de s'imposer des règles collectivement adoptées. C'est ainsi qu'il faut comprendre le point 11 (paragraphe 1) du cadre proposé par AFSA :

La sélection, la production et la multiplication des semences se font dans les champs des paysans et ne sont soumises à aucune forme d'autorisation ou exigence d'enregistrement, ni pour la semence, ni pour le paysan s'adonnant à ces activités. Elles se font librement sur la base des connaissances et des pratiques paysannes ainsi que des règles que les paysans développent au sein de leurs différents collectifs conformément à leurs us et coutumes.

Il est aussi important que le cadre intègre une disposition qui protège les droits des paysans face aux autres lois semencières ou celles ayant une incidence sur les semences afin que celles-ci ne les privent pas de des droits de semer, récolter, sélectionner, conserver, ressemer, échanger et vendre les semences issues de leurs champs tel que imposé par l'article 9 du Traité International sur les Ressources Phytogénétiques pour l'Alimentation et l'Agriculture (TIRPAA)⁵². Ce droit est aujourd'hui un droit humain intégré dans la déclaration des Nations-Unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales (UNDROP). Ce qui signifie que les Etats ne peuvent évoquer aucun prétexte pour le non-respect de ce droit.

Il convient aussi de reconnaître que la production et l'utilisation des semences dans les SSP contribuent à la conservation in situ de la biodiversité agricole, ainsi qu'à la conservation des connaissances locales utiles à cette conservation conformément à l'article 8j) de la CDB (repris à l'article 9.2.a du TIRPAA). A ce titre, le cadre devrait reconnaître aux paysans le droit de conserver leurs semences conformément à leurs pratiques agricoles, culturelles et selon leurs us et coutumes. Ils doivent aussi avoir la latitude de créer et de maintenir des espaces de conservation et de stockage adaptés à leur contexte

52 <https://www.fao.org/3/i0510f/i0510f.pdf>



et de leur donner la dénomination qui sied audit contexte. Il s'agit ici des banques communautaires de semences, ou des maisons de la diversité selon le contexte. Toujours dans la logique de la liberté et de l'autonomie accordée aux paysans, les règles définies par les paysans devraient encadrer l'accès à ces espaces de conservation et de définir les conditions dans lesquelles cet accès peut être accordé.

Enfin, la semence produite par un paysan ou un collectif paysan devrait pouvoir circuler entre les différents réseaux paysans ou sur les marchés locaux pour en garantir l'accès à d'autres paysans. Comme déjà mentionné, les termes choisis par le cadre AFSA, emprunté au processus SNP du Mali, est la « mise en circulation ». Elle inclue le don, l'échange, la vente et tout autre acte permettant à un paysan d'assurer l'accès d'un autre paysan à la semence. Pour protéger ces pratiques paysannes et assurer qu'elles ne tombent sous le coup d'une quelconque interdiction, le cadre AFSA précise ceci :

Les actes ci-dessus visés sont considérés comme de l'entraide ou de la solidarité entre les paysans, et ne constituent pas de transactions commerciales. Ils ne peuvent, à ce titre, être interdits ni soumis au paiement d'une redevance en vertu d'une autre disposition légale en vigueur dans le pays.

Il convient aussi de discuter avec les autorités concernées quelle serait la meilleure formule pour circulation transfrontalière des semences locales et traditionnelles. Faut-il rester dans le cadre du TIRPAA ou faut-il mettre en place une procédure simplifiée pour faciliter l'accès aux paysans d'autres pays à ces semences ? Le cadre AFSA a pris l'option de la procédure simplifiée. Mais il serait loisible que cela soit accompagné de du principe de la réciprocité.

Le dernier point traité dans le cadre juridique d'AFSA en ce qui concerne les activités semencières porte sur la protection des semences issues des SSP contre la contamination par les Organismes Génétiquement Modifiés (OGM). Il rappelle l'obligation qu'incombe à l'Etat au titre des principes de précaution et de prévention de protéger les paysans, l'environnement et le public en général des risques liés à l'introduction des OGMs. Il indique un certain nombre d'éléments à prendre en compte lorsque l'Etat décidera de prendre une loi de biosécurité, en concertation avec les paysans et les autres

parties prenantes, à savoir :

- L'obligation d'une évaluation préalable des impacts et des risques liés aux OGM, et un suivi ;
- une protection des cultures traditionnelles contre toute contamination ;
- une interdiction des essais en plein champ ;


des règles strictes concernant la ségrégation, la traçabilité et l'étiquetage des semences génétiquement modifiés ;

- la reconnaissance de la possibilité de déclarer des « zones exemptes d'OGM » où la culture de variétés OGM sera interdite, et à mettre en place des mesures adéquates dans le but de prévenir la contamination desdites zones.

4.5. La promotion de la participation des paysans à la prise de décision et la protection des innovations et des savoirs paysans

Les paysans ont le droit de participer à la prise de décision dans le secteur agricole en général et sur les questions semencières en particulier. Il est important que le texte à adopter au niveau des pays d'Afrique du Nord intègre ce droit et en fasse une obligation pour l'Etat (le gouvernement). Il peut s'inspirer de l'article 9.2.c du TIRPAA ainsi que du point 15 du cadre AFSA. Cette participation nécessite la mise à disposition d'information claire dans la langue appropriée, de préférence choisie par eux, afin de leur permettre de donner un avis éclairé dans le processus de prise de décision.

Il convient aussi que le texte comporte une disposition de promotion des connaissances traditionnelles dont les paysans sont dépositaires ainsi que les innovations et pratiques dont ils sont à l'origine, et qui contribuent au développement et au maintien de la biodiversité. L'accès et le partage des bénéfices liés à l'utilisation de ces connaissances devraient aussi être organisés afin d'assurer que les paysans profitent des avantages procurés par l'utilisation de leurs connaissances par des tiers. En outre, il est nécessaire de mettre sur pied un mécanisme de soutien technique et financier dédié à la promotion de l'innovation paysanne et au maintien des pratiques paysannes favorables à l'utilisation durable de la



biodiversité agricole. La mise en place d'un tel mécanisme se fait à l'issue d'une concertation avec l'Etat et les autres acteurs, les paysans au centre.

4.6. Autres aspects à considérer

Un texte sur la reconnaissance et la promotion des SSP et de la biodiversité n'a pas de contenu fixe. Le contenu devrait surtout venir du diagnostic mené en amont qui identifie les défis et les problèmes majeurs auxquels le texte en question devrait trouver des solutions. Il est donc important que l'élaboration du cadre soit précédé par une analyse approfondie et collective des problèmes auxquels sont confrontés les paysans dans le cadre des SSP. Cela permet de mieux adapter les textes consultés et d'en insérer les aspects pertinents issus des références consultées.

CONCLUSION


Cette étude est à placer dans le contexte de la renaissance des systèmes semenciers paysans, elle est aussi à placer dans le contexte du retour, ou de la transition, vers un modèle de production plus juste et plus soucieux des humains, de leurs droits, et orienté vers la régénération de la biodiversité. Cette transition agroécologique fonctionne sur plusieurs éléments, mais nous pouvons retenir ici trois piliers fondamentaux : (i) la souveraineté alimentaire, (ii) l'agroécologie paysanne, et (iii) les systèmes semenciers paysans (autonomes et localisés)⁵³. Chacun de ces piliers est guidés par des principes clairs qui orientent la construction de ce projet agricole qui est aussi un projet de société.

Notre réflexion s'est focalisée sur le troisième pilier, mais il convient de retenir que la promotion et la protection des SSP se font en lien avec la promotion des autres aspects de la transition agroécologique. Il appartient donc aux acteurs de construire ce projet de façon cohérente et de chercher l'adhésion ou l'accompagnement des autorités selon la manière qui convient. Les différents acteurs, réseaux et initiatives déjà présents dans les pays d'Afrique du Nord donnent espoir quant au portage d'un tel projet⁵⁴. Le plaidoyer pour la mise en place d'un cadre juridique qui reconnaisse et protège les SSP va de pair avec les actions concrètes de production, de caractérisation et de diffusion des semences dans lesdits systèmes. Il convient aussi de travailler avec la recherche agronomique tant publique que privée pour mettre en place des programmes de recherche participative centrée sur les besoins des paysans et de la société en général.

Enfin, l'approche doit être centrée sur la question des droits humains en mettant en avant la déclaration des Nations-Unies sur les droits des paysans et des personnes travaillant dans les zones rurales, notamment son article 19 qui est focalisé sur le droit aux semences et sur l'obligation pour les États de « prendre les mesures appropriées pour Les États pour appuyer les systèmes semenciers paysans » et celle de « promouvoir l'utilisation des semences paysannes et

53 Ces éléments sont développés en détails par Robert Ali Brac de la Perrière dans son ouvrage : *Semences Paysannes, Plantes de Demain*. 2014. Ed. Charles Léopold Meyer. Ils s'insèrent bien dans les trois concepts définissant l'agroécologie dans l'article précité de Saker El Nour, à savoir : la production des connaissances, les mouvements sociaux, les pratiques paysannes.

54 Voir S. El Nour qui dresse une liste non exhaustive des acteurs dans les différents pays.



l'agrobiodiversité ». Tous les pays de la région Afrique du Nord ont voté pour la déclaration, et doivent respecter (c'est-à-dire s'abstenir de violer) les droits des paysans à utiliser leurs semences et adopter des règles pour leur production et leur diffusion au sein de leurs réseaux selon leurs pratiques, us et coutumes.

Les Etats Nord-Africains doivent aussi protéger les droits des paysans aux semences. Cela signifie qu'ils doivent prendre les mesures pour empêcher que les actions des tiers n'impactent pas négativement ces droits. Ils doivent en outre, les réaliser, c'est-à-dire « prendre rapidement les mesures législatives, administratives et autres requises pour assurer progressivement la pleine réalisation » conformément à l'article 2 de la déclaration.

Les propositions faites dans le présent rapport ainsi que l'analyse qui les soutient ont justement pour objectif de soutenir les efforts des Etats dans la réalisation des droits des paysans.

Documents Consultés

Académie de droit international humanitaire et des droits humains (Geneva Academy): Manuel pratique sur les droits aux semences. (2022). Non encore publié, disponible avec l'auteur.

AFSA. 2022. Cadre Juridique Proposé Pour la Reconnaissance et la Promotion des Systèmes Semenciers Paysans (SSP) et la Protection de La Biodiversité

AFSA, GRAIN. 2015. Remise en cause des lois foncières et semencières : qui tire les ficelles des changements en Afrique ?

Assemblée Générale des Nations-Unies. 2013. Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales. A/HRC/RES/39/12

Ayeb H. and Bush R. 2019. Food Insecurity and Revolution in the Middle East and North Africa: The agrarian question in Egypt and Tunisia. Anthem Press.

Bern Declaration et al. 2015. Accès aux semences : une condition du Droit à l'alimentation.

Coordination SUD. 2017. Le droit aux semences, un droit essentiel pour les paysan-ne-s.


Coulibaly M., Claeys P., and Berson A. (2021). The Right to Seeds and Legal Mobilization for the Protection of Peasant Seed Systems in Mali.

Décret N°2019-0756/P-RM portant institution du catalogue national des espèces et variétés végétales au Mali.

Déclaration de Nyéléni (27 février 2007).

FAO. 2016. Étude sur la sécurité semencière. GUIDE DU PRATICIEN.

Fondation Gaia et GRAIN. Dix bonnes raisons de ne pas adhérer à l'UPOV. Commerce Mondial et Biodiversité en Conflit No. 2, Mai 1998.



Fulya Batur, François Meienberg and Burghard Ilge, Plant variety protection and UPOV 1991 in the European Union's trade policy: Rationale, effects and state of play (APBREBES and Both Ends, 2021).

GRAIN, Via Campesina. 2015. Les lois semencières qui criminalisent les paysannes et les paysans: Résistances et Luttés.

GRAIN. 2005. Africa's seed laws: red carpet for the corporations.

IFOAM. Systèmes de garantie participatifs : vision idéale.

IPES-Food (Panel international d'experts sur les systèmes alimentaires durables). 2016. De l'Uniformité à la Diversité: Changer de paradigme pour passer de l'agriculture industrielle à des systèmes agroécologiques diversifiés.

Journal Officiel de la République Algérienne N° 11. 30 Dhou El Hidja 1425, 9 février 2005. Loi n° 05-03 du 27 Dhou El Hidja 1425 correspondant au 6 février 2005 relative aux semences, aux plants et à la protection de l'obtention végétale.

Journal Officiel de la République Tunisienne -14 mai 1999. Loi n° 99-42 du 10 mai 1999, relative aux semences, plants et obtentions végétales.

Marzin Jacques, Bonnet Pascal, Bessaoud Omar, Ton-Nu Christine. 2017. Etude sur l'agriculture familiale à petite échelle au Proche-Orient et Afrique du Nord. Synthèse. Rome : FAO, 157 p.

Mohamed Coulibaly and Robert Ali Brac de la Perrière, with contributions from Sangeeta Shashikant, A Dysfunctional Plant Variety Protection System: Ten Years of UPOV Implementation in Francophone Africa .

OECD SEED SCHEMES. 2012. A Synthesis of International Regulatory Aspects that Affect Seed Trade

Olivier De Schutter, Rapport du rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation, 20 décembre 2010, Assemblée générale des Nations-Unies. A/HRC/16/49.

Oliver T. Coomes et al., Farmer seed networks make a limited contribution to agriculture? Four common misconceptions. Food Policy 56 (2015) 41–50.



Robert Ali Brac de la Perrière. 2014. Semences Paysannes, Plantes de Demain. 2014. Ed. Charles Léopold Meyer.

Règlement C/REG-4/05/2008 du 18 mai 2008 portant harmonisation des règles régissant le contrôle de qualité, la certification et la commercialisation des semences végétales et plants entre les pays membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) .

Royaume du Maroc. BO N° 2960 bis. du 29 juillet 1969, page 801. Dahir N°1-69-169 du 10 Joumada I 1389 (25 juillet 1969) réglementant la production et la commercialisation de semences et de plants.

SADC 2012, Technical Agreements on Harmonization of Seed Regulations in the SADC Region .

Saker El Nour, Towards a just agricultural transition in North Africa. 15 Déc. 2021.

Stratégie et Plan d'Actions Nationaux sur la Biosécurité en Tunisie.

Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (tel qu'amendé le 23 janvier 2017).

Conseil de l'UPOV. Notes Explicatives sur les Exceptions au Droit d'Obtenteur selon l'Acte de 1991 de La Convention UPOV.

ANNEXE 1

Guide d'entretien

Introduction par le chercheur (contexte et objectif de l'étude...)

Information sur la personne interviewée

Questions

Selon vous quel est le modèle agricole dominant en Afrique du Nord ? et Dans votre pays ?

Quelle place est réservée à la souveraineté alimentaire dans les politiques agricoles de votre pays ? que savez-vous des autres pays ?

Quel est l'impact du modèle en place sur la détérioration du système agricole et la perte de sa résilience face aux crises (le COVID-19, la sécheresse, la guerre en Ukraine, etc.).


Comment la question des semences se présente-t-elle dans ce modèle agricole ? pouvez me décrire comment mes paysans accèdent aux semences ?

Quel est l'impact la réglementation des semences sur les systèmes de semences des agriculteurs et leur résilience ?

Si l'impact est négatif : Comment les agriculteurs sont-ils poussés à abandonner leurs systèmes de semences ?

Quelle place les semences paysannes ont-elles dans les cadres juridiques applicables ?

Pensez-vous que les politiques agricoles et les pratiques soutiennent la souveraineté alimentaire ? Merci d'illustrer votre réponse par des exemples.



Comment les systèmes de semences gérés par les agriculteurs peuvent-ils soutenir la production agroécologique à petite échelle et la souveraineté alimentaire ?

Qu'est-ce qui devrait changer, selon vous, pour des politiques et des pratiques en conformité avec la vision de la souveraineté alimentaire ? merci de faire des propositions concrètes, notamment dans le domaine des semences.

